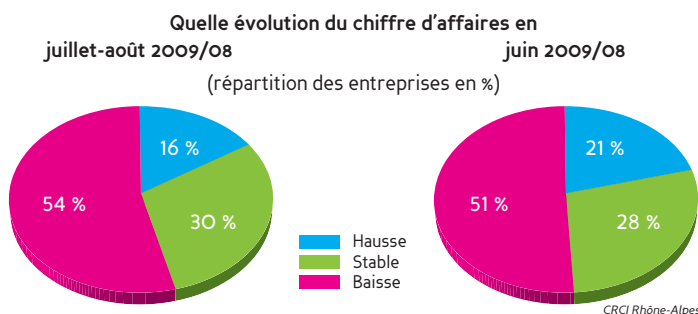


Timides signes d'amélioration

Si l'activité est restée mal orientée en juillet-août, quelques signes de reprise sont enregistrés en cette rentrée. Ils sont toutefois limités et ne concernent pas toutes les entreprises. Certaines voient d'ailleurs leur situation se dégrader encore. Les perspectives en matière d'emploi présentent des signes encourageants. Par contre, le frémissement de l'activité ne semble pas encore suffisant pour relancer l'investissement.

Si le bilan de juillet-août marque peu d'évolution...

Le bilan du bimestre juillet-août¹, en termes d'évolution du chiffre d'affaires, apparaît en léger retrait par rapport à celui de juin : 54 % des TPE-PME annoncent une baisse de chiffre d'affaires sur un an, et la part de celles qui annoncent une hausse retombe à 16 %. Ces résultats vérifient les perspectives à court terme exprimées début juillet.



Ce bilan du bimestre est le moins favorable dans le transport (baisse du chiffre d'affaires pour 3/4 des entreprises), le commerce de gros (63 %) et l'industrie (61 %). Dans le BTP, une majorité des TPE-PME (64 %) a par contre enregistré un chiffre d'affaires stable ou en hausse sur un an, ainsi que dans le commerce de détail (65 %) et les services aux entreprises (hors transport) (57 %). Si le bilan touristique de juillet-août apparaît plutôt bon en Rhône-Alpes en termes de fréquentation, cela n'a pas forcément profité à l'hôtellerie-restauration dans l'ensemble des territoires.

Dans leurs commentaires spontanés, plusieurs TPE-PME s'inquiètent que la baisse de l'activité se traduise par l'intensification d'une **pression concurrentielle désordonnée**.

... quelques signes de reprise de l'activité sont cependant enregistrés à la rentrée

Premier constat, début septembre, la part des TPE-PME qui disent ne pas être confrontées à une sous-utilisation de leurs capacités de production **progresses encore très légèrement à 56 %** (+ 1 par rapport à début juillet). Elle baisse dans le transport (37 %) mais **progresses par contre sensiblement dans l'industrie, tout en restant minoritaire (42 % soit + 8)**. Dans le même temps, la part des TPE-PME qui disent être confrontées à une large sous-utilisation de leurs capacités de production progresse également un peu (+ 2 points à 16 %).

Deuxième constat, **une proportion significative de TPE-PME (29 %) mesure des signes de reprise en cette rentrée**. Cette proportion se retrouve dans l'industrie (27 % et même 40 % pour celles qui travaillent pour l'automobile) et les transports. Elle est plus forte dans le BTP (39 %) et dans l'immobilier (64 %).

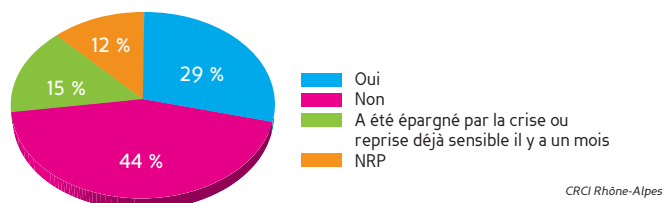
Plusieurs TPE-PME soulignent toutefois en commentaires ouverts que ces **signes de reprise sont limités et fragiles**. Un constat confirmé par le nombre significatif d'entreprises (12 %) qui ne répondent pas à la

question : la période reste marquée par une **très faible visibilité** pour de nombreuses entreprises.

15 % des TPE-PME disent par ailleurs être épargnées par la crise ou avoir enregistré une reprise sensible depuis déjà plus d'un mois. On trouve des entreprises dans cette situation dans toutes les activités, mais dans des proportions beaucoup plus faibles dans le transport et le BTP. C'est dans le commerce de détail (28 %) et les services informatiques (43 %) que cette situation est la plus fréquente.

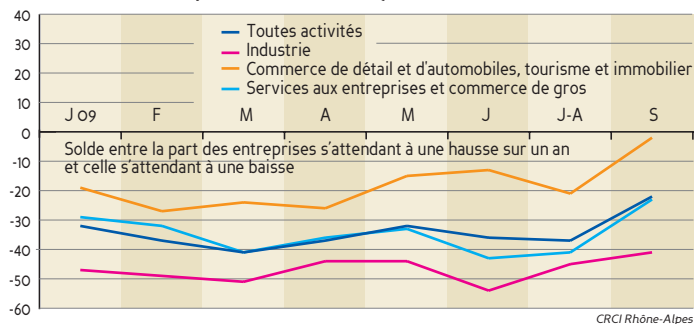
44 % des entreprises ne perçoivent pas actuellement de signes de reprise.

Mesurez-vous des signes de reprise de votre activité (d'après le carnet de commandes, les consultations/devis, réservations...)?



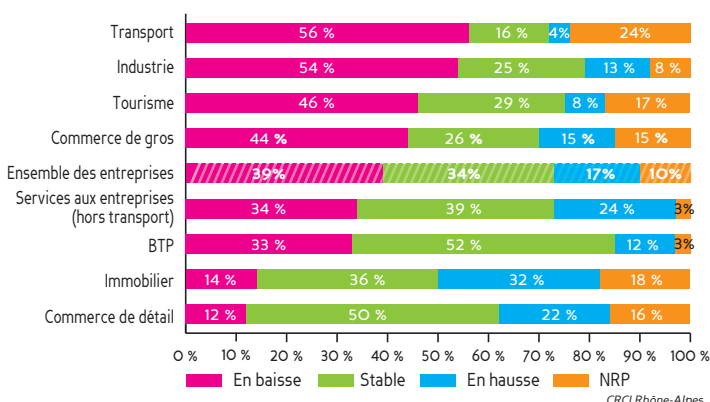
Ces **signes de reprise sont confirmés par les perspectives d'évolution du chiffre d'affaires pour les trois prochains mois**. Si les perspectives de baisse du chiffre d'affaires restent les plus fréquentes, par rapport à début juillet, la part des TPE-PME qui s'attendent à une baisse est en recul sensible (- 11 points). Le solde des réponses (« part des perspectives à la hausse » - « part des perspectives à la baisse ») se redresse. C'est le cas pour les activités plutôt tournées vers les particuliers (commerce de détail, tourisme, immobilier) mais aussi pour l'ensemble « services aux entreprises, commerce de gros ». Le solde s'améliore aussi pour l'industrie, mais de façon moins marquée.

Quelle tendance en termes de chiffre d'affaires pour les trois mois qui viennent ?



Les perspectives de hausse du chiffre d'affaires sont supérieures aux perspectives de baisse dans le commerce de détail, l'immobilier et les services informatiques.

Quelle tendance pour le chiffre d'affaires pour les trois prochains mois, par rapport à l'année dernière (répartition des entreprises en %) ?

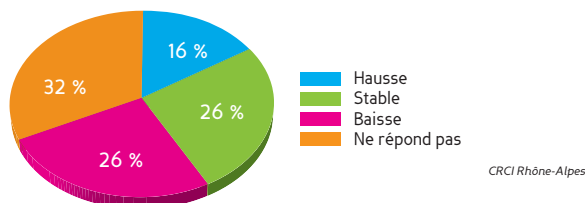


¹ Le panel n'ayant pas été interrogé en août, la question de début septembre a porté sur le bimestre juillet-août.

Panel régional «suivi de la situation économique»

Les limites de ces signes de reprise se voient aussi dans les perspectives des TPE-PME à l'horizon juin 2010, en matière de variation du chiffre d'affaires sur un an. Elles sont très partagées, bien que la comparaison se fasse avec une période déjà marquée par la crise. **Faute de visibilité**, une entreprise sur trois n'est pas en mesure de répondre à la question. Pour les autres, les réponses se partagent entre hausse, stabilité et baisse, mais ces **dernières restent plus fréquentes que les hausses**. Le commerce de détail, l'immobilier et les services informatiques sont les activités les mieux orientées.

Quelle tendance pour le chiffre d'affaires d'ici juin 2010 par rapport à la même période de l'année précédente ?



Des difficultés de trésorerie toujours présentes

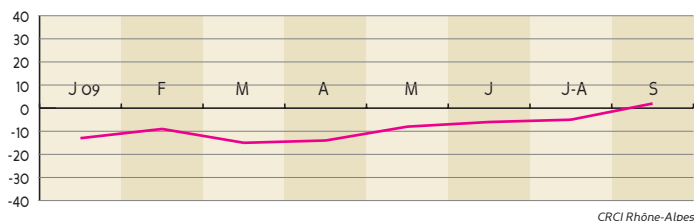
Si la part des TPE-PME qui rencontrent des difficultés de trésorerie est en **léger recul** (31 % en tenant compte des « non réponse »), parmi ces entreprises, celles en **situation très difficile sont plus nombreuses**. C'est dans l'industrie que les difficultés sont les plus fréquentes (40 % avec 10 % de TPE-PME en situation très difficile). Malgré une conjoncture plus favorable, les services informatiques sont aussi plus confrontés aux problèmes de trésorerie que la moyenne des TPE-PME.

Parmi les causes des difficultés de trésorerie, la baisse d'activité est encore plus fréquemment citée que lors des précédentes interrogations (3/4 des entreprises annonçant des difficultés de trésorerie). L'allongement des délais de règlement des clients reste la seconde cause, mais sans augmentation de la fréquence de citation. Le refus ou réduction de ligne de crédit par les banques (14 %) est en hausse de 3 points.

Perspectives encourageantes en matière d'emploi

En termes d'emploi, les perspectives à trois mois des TPE-PME restent très largement à la stabilité de l'effectif (73 % des entreprises). Si la part des entreprises qui prévoient une baisse de leur effectif ne varie pas (13 %), celles qui prévoient de l'augmenter passe par contre de 9 à 14 %. **Pour la première fois depuis janvier, le solde (« hausse » - « baisse ») devient ainsi positif².**

Comment va évoluer l'effectif de l'entreprise au cours des trois mois qui viennent : solde entre part des réponses «à la hausse» et part «à la baisse»



C'est dans les **services informatiques, le commerce de détail et l'immobilier** que le solde est le plus favorable. Ce dernier reste mal orienté dans l'industrie et le transport. La tendance est la plus favorable pour les TPE (solde à + 5). Pour les entreprises de 50 salariés et plus, il reste par contre négatif (- 11). Indépendamment de l'évolution de l'effectif, **17 % des TPE-PME vont embaucher dans les trois mois**.

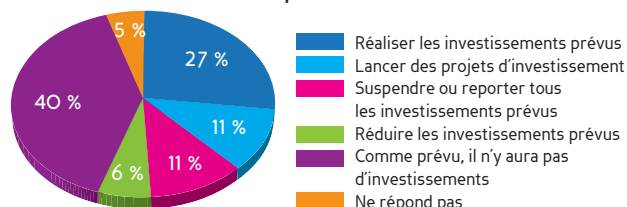
L'investissement toujours pénalisé par le manque de perspectives

Par rapport à juillet, la part des entreprises qui annoncent une hausse limitée de leur investissement en 2009 progresse, alors que la part « stable » recule. Parallèlement, la part des entreprises qui annoncent une nette baisse des investissements est aussi en progression. Comme pour l'utilisation des capacités de production, si la situation s'améliore pour certaines entreprises, elle continue de se dégrader pour d'autres.

Cette situation est confirmée par les résultats d'une nouvelle question sur les **perspectives d'investissement pour les trois prochains mois**. D'un côté, 11 % des entreprises prévoient de lancer à court terme de nouveaux projets d'investissement. La même proportion déclare reporter ou suspendre les investissements prévus.

Parmi les entreprises qui avaient des projets d'investissement pour les trois mois à venir, **61 % vont les réaliser comme prévu**, 13 % vont les réduire et 26 % vont les suspendre/reporter.

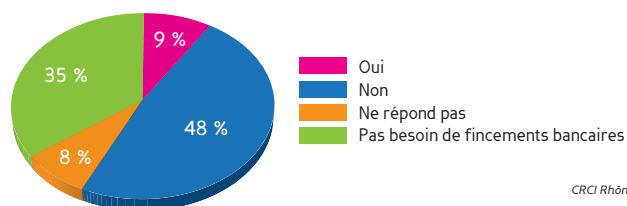
En matière d'investissements, au cours des trois prochains mois vous allez :



Les conditions de financement

Globalement, 9 % des TPE-PME déclarent rencontrer actuellement des difficultés d'accès aux financements bancaires (sachant que 8 % des entreprises ne répondent pas à la question). Si l'on raisonne uniquement pour les entreprises qui ont besoin actuellement de financements bancaires et qui s'expriment, **16 % des TPE-PME rencontrent des difficultés**. La proportion est un peu plus élevée dans l'industrie (18 %), et notamment pour les entreprises travaillant pour l'automobile. C'est aussi le cas dans l'immobilier.

Rencontrez-vous des difficultés d'accès aux financements bancaires ?



Les difficultés d'accès aux financements bancaires, pour les TPE-PME concernées qui s'expriment, se traduisent d'abord par une limitation du crédit court terme et par le niveau des garanties demandées, puis par un refus de prêt.

La CRCI et les CCI de Rhône-Alpes ont mis en place, dès novembre 2008, un panel régional permettant d'assurer le suivi de la situation économique. Chaque mois, un échantillon représentatif de 350 TPE-PME de l'industrie, de la construction, du commerce et des services est interrogé³. Les résultats complets de ce panel peuvent être consultés chaque mois sur www.rhone-alpes.cci.fr sous la rubrique Mieux comprendre l'économie de Rhône-Alpes/Coup de projecteur.

Les résultats présentés ci-dessus sont issus du Panel régional de conjoncture « Suivi de la crise » CRCI/CCI de Rhône-Alpes, qui a été interrogé du 1er au 7 septembre 2009⁴.

² Le solde portant sur un nombre d'entreprises et non un effectif consolidé, cela ne signifie pas forcément une création nette d'emplois.

³ L'interrogation est réalisée par les CCI de Rhône-Alpes (hors Haute-Savoie), chaque début de mois.

⁴ 350 TPE-PME représentatives de l'industrie, du BTP, du commerce et des services, interrogées par téléphone dans l'ensemble des départements de Rhône-Alpes (hors Haute-Savoie).